

La voix d'une ONG à Bruxelles

Édouard Toulouse est interrogé par Sophie Attali¹

Édouard Toulouse est Chargé de mission Ecodesign à ECOS – Organisation qui représente les ONG environnementales dans les processus de consultation sur les normes européennes. www.ecostandard.org. ECOS anime la campagne « Cool Products for a Cool Planet », qui milite pour des politiques ambitieuses sur l'efficacité énergétique des produits www.coolproducts.eu.

En tant qu'ONG impliquée dans le suivi des politiques d'efficacité énergétique des appareils, comment agissez-vous ?

Nous avons toujours considéré que ces politiques, bien que techniques, doivent être suivies de près. Toute décision de bannir un produit ou une technologie suscite des débats souvent très animés, dans lesquels il est nécessaire que la société civile s'engage. Faire progresser l'efficacité énergétique - et notamment électrique - nécessite désormais de s'intéresser à toutes les décisions techniques et concrètes qui visent à obtenir des résultats tangibles, donnant corps aux grands objectifs européens pour 2020. Nous devons dépasser ce que le député européen Claude Turmes appelle « le consensus vide » actuel sur l'efficacité énergétique.

Donc, pour les ONG, il est fondamental de s'impliquer dans ces débats, de développer notre expertise, et d'être capable de tenir tête aux experts techniques des fabricants. Nous animons un groupe d'ONG (WWF, Friends of the Earth, Inforse, Climate Action Network...) qui émet des avis sur toutes les mesures Ecodesign européennes (une vingtaine d'ores et déjà) et milite pour une ambition à la hauteur des enjeux. Concrètement, nous suivons toutes les études préparatoires, nous sommes partie prenante aux consultations organisées à Bruxelles, nous faisons pression sur la Commission européenne, les principaux gouvernements nationaux et nous essayons d'impliquer plus les députés européens qui n'ont théoriquement qu'un droit de regard très limité.

Y a-t-il un réel soutien politique en Europe pour améliorer la performance énergétique des appareils ?

Depuis l'adoption de la Directive Ecodesign en 2005 et sa mise en œuvre concrète en ce moment, on peut affirmer que l'Europe rattrape une partie de son retard par rapport à d'autres régions du monde (le Japon, l'Australie et les États-Unis qui étaient plus avancés que nous en terme de réglementation !).

Ceci dit, il y a beaucoup de garde-fous dans cette Directive qui en minorent l'ambition. Par exemple, il est précisé que les mesures ne doivent pas coûter trop cher aux entreprises, ne doivent pas porter atteinte à des fonctionnalités des produits, ne doivent pas être un obstacle à la libre circulation des marchandises... Du coup, on bute souvent sur des oppositions pour fixer le seuil réglementaire au niveau des meilleures technologies disponibles. Ce qui pourtant apporterait des économies d'énergie maximales.

On peut également déplorer la lenteur du processus politique et le fait que certains États Membres cherchent systématiquement à rabaisser le niveau d'ambition (par exemple l'Italie). Toutefois, les mesures adoptées jusqu'à

¹ - Sophie Attali, Topten International Services - [sophie.attali\(at\)topten.info](mailto:sophie.attali(at)topten.info)

présent (sur les ampoules, les veilles, les frigos...) l'ont été à une très large majorité. Donc les choses avancent dans le bon sens.

Il restera quand même à s'assurer que les États Membres font le travail nécessaire sur leur territoire pour contrôler la bonne application des mesures et punir de manière suffisamment dissuasive les abus.

Les mesures votées sont-elles ambitieuses ?

C'est toute la question. Parmi les politiques d'efficacité énergétique, celles sur la performance des appareils sont les plus évidentes et n'auront que des conséquences positives. Et pourtant, on doit toujours se battre sur chaque mesure. En particulier, on doit se demander si un petit progrès incrémental est suffisant, ou s'il faut parfois aller beaucoup plus loin pour sortir des tendances actuelles. Les mesures votées paraissent plutôt significatives, mais pour l'instant l'augmentation naturelle du parc installé et de la durée d'utilisation des produits fait qu'on n'est toujours pas sur une tendance de décroissance de la consommation absolue d'électricité.

La moitié du potentiel de la Directive provient des appareils de chauffage, mais les mesures sur ces produits patinent depuis deux ans et ne sont toujours pas votées. Il est donc encore trop tôt pour tirer un bilan global de cette politique. Un point fondamental lié à l'ambition est le rythme de mise à jour des niveaux réglementaires. Si on s'endort maintenant pendant dix ans, comme cela a été le cas pour l'étiquetage énergétique de l'électroménager, on aura tout perdu.

Quelle est la posture des fabricants ?

Il est assez intéressant de noter que les principales fédérations industrielles européennes ont changé leur fusil d'épaule ces dernières années. Alors qu'elles ne juraient que par des initiatives volontaires et combattaient les approches réglementaires, ce sont elles désormais qui demandent aux pouvoirs publics de mettre en place des règles du jeu qui s'appliquent à tout le monde (notamment leurs compétiteurs asiatiques dont les parts de marché augmentent avec des produits à bas prix).

Donc, forcément, il est plus facile d'avancer. Même si sur certains points, on retrouve des positionnements parfois archaïques comme sur la mise à jour de l'étiquetage énergétique ou l'absence d'ambition réelle sur les climatiseurs (l'Europe étant scandaleusement en retard par rapport à d'autres pays).

En outre, les industriels gardent une influence très forte sur la mise en place de ces politiques, car ce sont eux qui détiennent les informations techniques sur leurs produits et ils ne les partagent pas toujours suffisamment pour permettre aux décideurs européens de faire des choix éclairés.

A ce propos, les instances européennes ont-elles les moyens de traiter une information aussi technique ?

Les études préparatoires sont censées apporter tous les éléments nécessaires. Pourtant nous avons remarqué certains biais et insuffisances dans la méthodologie employée : les analyses de cycle de vie sont trop simplificatrices, les données sur le marché sont souvent trop vieilles, les scénarios proposés ne sont pas harmonisés... Du coup, le staff de la Commission européenne et les délégations nationales sont parfois dans le flou et rechignent à prendre un risque en terme d'ambition. Par exemple, sur les téléviseurs, on sait que les fabricants ont plein de modèles beaucoup plus efficaces dans leurs tiroirs, mais comme ils n'apparaissent pas encore sur le marché la Commission européenne n'a pas voulu aller très loin dans la norme minimale de consommation d'énergie qui sera appliquée à partir de 2012. Nous avons mis en avant l'argument que la Californie est en train de discuter de niveaux plus contraignants, mais malheureusement cela n'a pas suffi.

Tout cela pour dire que les décisions évoluent parfois jusqu'à la dernière minute, au gré de l'activisme des lobbies, et que les négociations finales n'ont plus rien de technique.

Le gouvernement français est-il moteur au niveau européen ?

Nous avons entendu que Jean-Louis Borloo a donné pour consigne à ses services de défendre une ambition maximale pour ces mesures européennes. Mais dans les réunions à Bruxelles, on aimerait entendre un peu plus la voix de la France (qui ne produit pas de positionnement écrit contrairement à d'autres pays). C'est dommage car on aurait bien besoin que la France se joigne à la Grande-Bretagne et aux autres pays moteurs (Pays-Bas, Danemark...) pour contrer l'Italie, l'Espagne et la Pologne et contrebalancer la position souvent pas très claire de l'Allemagne.

Il serait aussi important que les États Membres fassent mieux connaître la Directive Ecodesign et ses conséquences au lieu de lancer des initiatives nationales qui peuvent créer de la confusion. Cela a été le cas avec le calendrier français de retrait des ampoules incandescentes (signé volontairement entre le ministère et certains distributeurs) qui n'est pas bien calé sur celui décidé à Bruxelles.

Est-on sûr que ces mesures vont être bien appliquées sur le terrain ?

L'expérience prouve que ces politiques européennes peuvent pécher par leur manque d'application sérieuse au niveau des États. Actuellement, les budgets et ressources pour la surveillance du marché sont très insuffisants. Et la plupart des pays ne sanctionnent même pas les fabricants pris en flagrant délit de non respect des normes applicables. Il faut accroître les moyens, développer la coopération entre les administrations et mettre en place des outils beaucoup plus complets pour suivre l'évolution des marchés. Un rôle que pourrait jouer la Commission européenne. Ce sera aussi un point crucial pour évaluer et préparer la révision des mesures décidées actuellement.

La Directive Ecodesign n'est pas encore très connue. Y a-t-il un manque de transparence ?

Le processus politique est plutôt transparent. Les différentes versions des documents de travail sont rendues publiques, à l'exception hélas des études d'impact économique et social développées par la Commission européenne; ces études jouent pourtant un rôle important sur les arbitrages finaux mais restent confidentielles jusqu'à l'adoption des mesures.

Le processus décisionnel, même s'il est complexe, semble intéresser de plus en plus de journalistes. Là où le bât blesse, c'est que cette information reste diffusée dans des cercles restreints alors que les décisions prises vont affecter parfois de manière assez profonde les produits que nous utilisons quotidiennement. Ces mesures sont tout à fait justifiées d'un point de vue énergétique et environnemental, mais si les consommateurs et relais d'opinion ne sont pas mieux informés et convaincus de leur utilité, on risque de provoquer des frustrations. L'exemple des ampoules est assez caractéristique, mais c'est vrai aussi quand on décide d'interdire certains types de chaudières et chauffe-eau ou d'imposer des mises en veille automatiques sur les télévisions et décodeurs.

Quelles sont les prochaines décisions importantes à venir ?

La dizaine de mesures déjà décidées² devrait permettre à l'Europe d'économiser de l'ordre de 350 TWh d'électricité par an d'ici 2020 en comparaison à un scénario tendanciel. Soit 150 millions de tonne de CO₂ évitées annuellement, ou encore l'équivalent de 30 réacteurs EPR à ne pas construire. Et il reste encore des mesures essentielles à faire passer: équipements de chauffage, climatiseurs, ordinateurs, appareils pour cuisiner, lecteurs DVD, consoles de jeux et toutes les machines industrielles. Au final c'est probablement plus de 500 millions de tonnes de CO₂ qu'on pourrait économiser grâce à une application ambitieuse de cette Directive. Ce qui nous ferait faire la moitié du chemin restant vers l'objectif européen de 2020 (réduction de 20 % des gaz à effet de serre tous secteurs confondus par rapport à 1990).

² - Téléviseurs, éclairage, veilles, alimentations électriques, moteurs électriques, circulateurs, réfrigérateurs et congélateurs, machines à laver, décodeurs TNT.